CHABAL (Patrick), DALOZ (Jean-Pascal), *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*

Paris, Economica, 1999, 196 p. (bibliogr.) (coll. « Analyse politique »)

René Luneau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/20738>

DOI : 10.4000/assr.20738

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2001

Pagination : 73-74

ISBN : 2-222-96704-X

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

René Luneau, « CHABAL (Patrick), DALOZ (Jean-Pascal), *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 114 | avril-juin 2001, document 114.5, mis en ligne le 19 août 2009, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/20738> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.20738>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

CHABAL (Patrick), DALOZ (Jean-Pascal), *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*

Paris, Economica, 1999, 196 p. (bibliogr.) (coll. « Analyse politique »)

René Luneau

RÉFÉRENCE

CHABAL (Patrick), DALOZ (Jean-Pascal), *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica, 1999, 196 p. (bibliogr.) (coll. « Analyse politique »)

- 1 À lui seul, le titre dit assez bien la tonalité de l'ouvrage. Que l'Afrique soit partie, bien ou plutôt mal comme le pensait naguère René Dumont, nul n'en doute. Mais qu'elle ait réussi à faire un instrument politique d'un certain nombre de conduites au premier regard singulières sinon aberrantes, dans les domaines sociaux, économiques, religieux, voilà qui est plus surprenant. Force est de reconnaître que nos auteurs défendent cette thèse avec brio et il y a tout lieu de croire qu'elle suscitera nombre de controverses. Qu'il s'agisse de l'État, de la société civile, du problème identitaire, de la violence, de la corruption, du développement, tout est analysé à rebours de ce qui se fait d'ordinaire. Il est vrai qu'un peu partout en Afrique on retrouve une grande confusion entre sphère publique et intérêts privés, une désorganisation persistante se traduisant par une souveraine inefficacité gouvernementale et administrative, le refus de toute véritable institutionnalisation et un relatif dédain pour les règles formelles sur le plan politico-économique. Faut-il n'y voir que laisser aller, incompétence ? À y regarder de près, « ce désordre doit aussi être compris comme un facteur à même d'offrir d'opportunes ouvertures à qui sait pertinemment en jouer. » Pourquoi se rallierait-on avec enthousiasme à la notion d'un État de droit, à une loi impersonnelle et anonyme qui ignorent les allégeances et les réseaux traditionnels alors qu'il y a plus à gagner, pour chacun, du sommet au bas de l'échelle sociale, dans la pérennité des arrangements

informels et des alliances toujours renégociables au vu des circonstances et des opportunités. Népotisme ? Clientélisme ? Sûrement mais puisque chacun s'y retrouve ! Faut-il alors parler de « retraditionalisation » ? Non, s'il s'agit d'un simple retour au passé. Mais s'agit-il de cela ? Ne faut-il pas plutôt profiter au maximum de ce qu'offre le monde d'aujourd'hui, en restant fidèle à des comportements qui ont maintes fois fait leurs preuves dans le passé ? Nos AA. soulignent, à juste titre, me semble-t-il « l'extraordinaire capacité qu'ont les Africains de recourir quasi simultanément à des registres multiples, voire contradictoires, sans se soucier de cohérence. Il s'agit, au gré des circonstances de jouer plutôt sur les uns ou sur les autres. (...) En Afrique noire, il se révèle non seulement admissible mais profitable d'opérer sur toutes les gammes disponibles. (...) La modernité africaine encourage paradoxalement à puiser dans les traditions et à en user dynamiquement. L'innovation n'est concevable que si elle s'intègre dans ce terreau préexistant. » Il va sans dire que la même logique est à l'œuvre dans le monde religieux et qu'on peut même faire un bon usage de la sorcellerie. Notons au passage que dans le chapitre qui est consacré à cette dernière, ne sont mentionnés ni les travaux de R. Bureau ni ceux d'E. de Rosny, ce qui surprend un peu. Il n'est pas sûr par ailleurs qu'il soit « inconcevable » de parler en Afrique d'agnosticisme ou d'athéisme. L'ouvrage d'Eloi Messi Metogo, *Dieu peut-il mourir en Afrique noire ? Essai sur l'indifférence religieuse et l'incroyance en Afrique noire*. (Karthala, 1997) n'était pas sans objet. Autre étonnement : tous deux politistes de grand talent, nos deux AA. ignorent apparemment les travaux d'Achille Mbembe. Son *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et État en société post-coloniale*. (Karthala, 1988) (cf. Arch. 65.320) annonçait déjà certaines de leurs analyses. Au total, un ouvrage un brin iconoclaste et hautement stimulant. Qui s'en plaindrait ?